

Le climat économique pendant les négociations

Janvier 2006

Vol. 3, n° 1

Le rapport « Contexte économique des négociations » fournit un aperçu des développements économiques et des règlements salariaux liés aux négociations collectives dans le secteur public au Canada. Le présent numéro porte sur les perspectives économiques pour l'année qui vient.

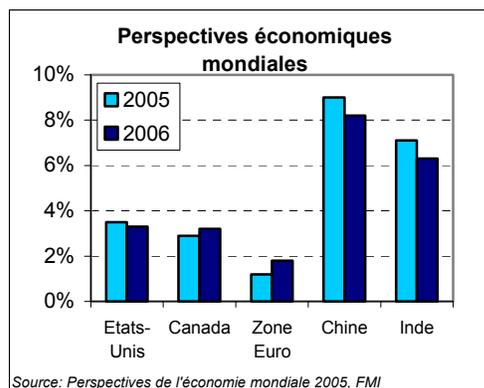
Perspectives économiques mondiales

L'économie mondiale a conservé une force étonnante au cours de la dernière année. Malgré – ou peut-être grâce à – plusieurs désastres naturels, guerres et conflits incessants, à l'augmentation du prix du carburant et au déficit énorme des États-Unis, la production économique mondiale a augmenté de plus de 4 % en 2005.

Mais la croissance économique a été inégale et déséquilibrée. L'économie de la Chine a grimpé de plus de 9 % pendant plusieurs années et celle de l'Inde a suivi de près, avec une croissance de 8 %. La production économique des pays à revenu élevé a augmenté de 2,5 % l'année dernière, les États-Unis et le Canada en tête, avec une croissance de 3,6 % et 2,9 % respectivement. En revanche, les économies de la région de l'euro ont atteint une moyenne de croissance de seulement 1,3 %.

Deux facteurs importants ont alimenté la croissance économique, tout en créant des déséquilibres dans l'économie mondiale : la hausse mondiale du prix de l'essence et les déficits insoutenables des États-Unis.

L'essor du prix de l'essence a donné lieu à des disparités frappantes dans la croissance économique entre pays et régions. Les États-Unis ont continué de produire des déficits énormes, en grande partie à cause des baisses d'impôt et de l'augmentation des dépenses consacrées à la défense et à la sécurité, ainsi qu'à



l'expansion de l'assurance-maladie. Les déficits élevés ont été égalés par la diminution du taux d'épargne des ménages et par l'augmentation des dépenses de consommation, ce qui a entraîné une croissance économique en Asie de l'Est, mais qui a aussi donné lieu à des déficits commerciaux record pour les États-Unis, financés en grande partie par les mêmes pays de l'Asie de l'Est.

Cette situation aux États-Unis sera bientôt insoutenable. Il s'agit de savoir si l'économie américaine atterrira en douceur ou brutalement. L'élément déterminant pourrait être le prix du pétrole, le prix du logement ou les sentiments des investisseurs à l'égard des États-Unis.

Le scénario le plus vraisemblable est celui où la hausse des taux d'intérêt entraînera un ralentissement du marché du logement américain, ce qui mènera à un fléchissement plus important des dépenses

de consommation et à une croissance économique plus tard dans l'année. Cette situation entraînera inévitablement à un ralentissement au Canada.

Ces développements ne sont ni académiques, ni spéculatifs pour le Canada. Nous dépendons de plus en plus des exportations vers les États-Unis pour notre croissance. Entre-temps, la Banque du Canada a déclaré qu'elle augmentait les taux d'intérêt, non par crainte de l'inflation, mais bien pour disposer de la marge de manœuvre nécessaire pour réduire les taux d'intérêt en cas de ratés de l'économie américaine.

Perspectives économiques canadiennes

L'économie canadienne devrait croître en moyenne de 3 % cette année, avant de se fixer à une croissance moyenne de 2,6 % en 2007.

Les dépenses de consommation, les investissements des entreprises et les dépenses publiques susciteront une forte croissance au cours du premier semestre de l'année, croissance qui devrait ralentir plus tard dans l'année, à cause de la hausse des taux d'intérêt et du ralentissement aux É.-U.

Les investissements des entreprises devraient augmenter de près de 8 % cette année, après une croissance de 8,5 % en 2005. Les dépenses de consommation fléchiront sans doute plus tard cette année, tandis que les dépenses publiques augmenteront.

Taux d'intérêt et taux de change

La Banque du Canada devrait augmenter son taux d'intérêt directeur d'au moins 50 points de base au cours du premier semestre de 2006, fixant les taux à court terme de 3,75 à 4,00 %. Bien que les taux d'intérêt à plus long terme ne devraient pas augmenter autant, les coûts d'emprunt plus

Inflation, logement et familles ouvrières

L'inflation est une mesure de la hausse du niveau des prix et, à ce titre, des changements dans le coût de la vie. Le plus souvent, l'inflation se mesure par la fluctuation des indices nationaux et régionaux des prix à la consommation. Mais chacun, selon sa situation et ses habitudes de dépenses, subit différemment l'inflation et les changements du coût de la vie.

Les gens de différents niveaux de revenu et à différentes étapes de leur vie (jeunes familles ouvrières, personnes âgées, etc.) qui ont différents types de dépenses feront face à différents taux d'inflation. Le coût de nombreux services publics de base, comme le transport en commun et l'éducation, a grimpé beaucoup plus vite que l'indice général des prix à la consommation, ce qui signifie que ceux qui comptent davantage sur ces services subissent un taux d'inflation plus élevé¹.

La dépense la plus importante pour les familles est le logement, qui compte pour plus de 25 % des dépenses moyennes. Mais la plupart des indices des prix à la consommation ne tiennent pas assez compte du coût du logement, parce qu'il s'agit à la fois d'une dépense de consommation et d'une dépense d'immobilisations. L'IPC canadien comprend plusieurs composantes de logement et utilise le nouvel indice du prix du logement comme approximation pour les coûts de remplacement. Cet indice exclut le coût du terrain et a augmenté à la moitié du taux du prix moyen de toutes les maisons vendues. Avec les récentes augmentations du prix du logement et la part élevée qu'occupe le logement dans le total des dépenses, cela indique que l'IPC a sous-estimé l'augmentation du coût de la vie, surtout pour les jeunes familles ouvrières.

Références :

Statistique Canada: *Indice des prix à la consommation*,
Document de référence de l'indice des prix à la consommation, *nouvel indice du prix du logement*.
Association canadienne de l'immeuble,
Statistiques MLS.

Perspectives économiques canadiennes			
<i>Taux de croissance annuels, à moins d'indication contraire</i>			
	2005	2006	2007
Croissance de l'économie			
PIB réel	2,9 %	3,1 %	2,6 %
- Dépenses de consommation	4,0 %	2,7 %	2,5 %
- Investissements des entreprises	8,5 %	7,8 %	4,2 %
- Dépenses publiques	3,0 %	3,8 %	3,6 %
Marché de l'emploi			
Croissance de l'emploi	1,4 %	1,4 %	1,0 %
Taux de chômage	6,7 %	6,6 %	6,7 %
Croissance de la productivité	1,8 %	1,5 %	1,5 %
Inflation – Indice des prix à la consommation	2,3 %	2,2 %	2,0 %
Bénéfices des sociétés avant impôt	11,9 %	9,0 %	4,9 %
Revenu disponible réel des particuliers	2,2 %	3,4 %	2,5 %
Taux d'épargne des particuliers	-0,2 %	0,6 %	0,7 %
Mises en chantier (000)	221	193	185
Taux d'intérêt et taux de change			
Bon du Trésor à court terme de 3 mois	2,69 %	3,99 %	4,05 %
Obligation à long terme de 10 ans	4,08 %	4,66 %	4,29 %

élevés inciteront les banques à réduire les prêts, surtout dans l'immobilier, ce qui accentuera le ralentissement de l'économie plus tard dans l'année.

Une baisse du prix du pétrole et du gaz et de celui des marchandises pourrait entraîner cette année une chute du dollar canadien, qui pourrait être tempérée par une chute du dollar américain.

Le dollar canadien élevé diminue le coût des biens d'équipement importés au

Le dollar canadien élevé augmente le coût de nos exportations sur le marché mondial et rend les importations moins coûteuses. Cette situation exacerbe les difficultés du secteur manufacturier, surtout dans les industries de l'auto et des produits forestiers, qui souffrent de la hausse du coût de l'énergie et d'un recul de la demande américaine.

Canada, ce qui suscite une hausse des taux d'investissement et de productivité. Mais les entreprises remplacent la main-d'œuvre

par le capital, ce qui ralentit la croissance de l'emploi.

Les banques et les prévisionnistes s'attendent une croissance moyenne de l'emploi de 1,4 % cette année, un taux semblable à celui de 2005. Le taux de chômage devrait se situer près de la moyenne de 6,7 % de l'an passé. Un ralentissement de la croissance de l'emploi plus tard dans l'année et au début de 2007 devrait mener à une hausse du chômage.

Prix et inflation

Les prix à la consommation devraient augmenter en moyenne de 2,2 % cette année, après une hausse de 2,3 % en 2005.

L'augmentation du prix de l'énergie a été la cause principale de la hausse de l'inflation, le prix de l'essence ayant grimpé de 19 % et celui du mazout de 18 % par rapport à l'an dernier, en novembre. Les tarifs d'électricité ont moins augmenté, mais ils devraient grimper considérablement cette année dans de nombreuses régions du pays.

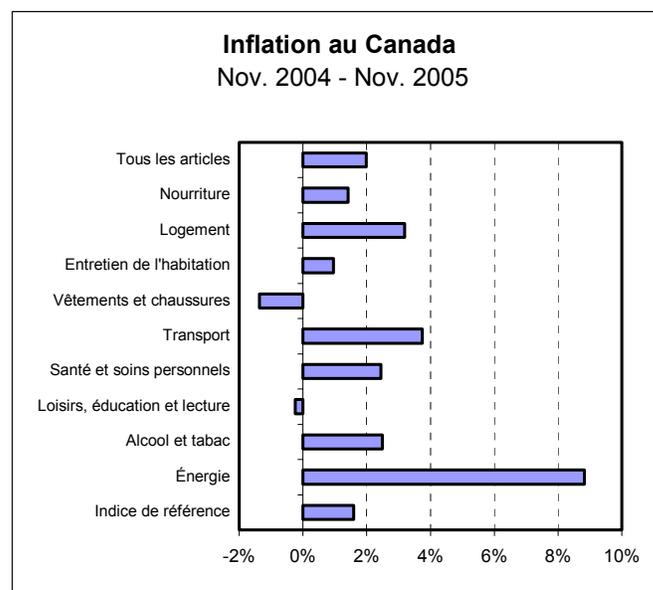
L'« indice de référence » (excluant les prix plus volatiles comme l'énergie et les fruits et légumes) n'a augmenté en moyenne que de 1,6 % l'an dernier, bien en deçà de la fourchette cible de la Banque du Canada. L'on s'attend à ce qu'il augmente légèrement à une moyenne de 2 % cette année.

Malgré un coût de l'énergie plus élevé et un marché du travail plus serré, l'inflation demeure peu élevée au Canada. La pression inflationniste est plutôt faible, malgré les mises en garde de la Banque du Canada.

De nombreuses entreprises ont pu absorber des coûts d'énergie plus élevés grâce à leurs importants bénéfices. Les employeurs du secteur public n'ont pas nécessairement le même coussin et peuvent créer des exigences à la table de négociation ou réduire la « cagnotte » disponible pour les

salaires et avantages sociaux des employés.

Des biens à la consommation moins chers, des hausses de la productivité et des taux d'intérêt peu élevés ont aussi contribué à la faiblesse de l'inflation— tout comme la faible croissance des salaires.



Bénéfices des sociétés

Les bénéfices des sociétés au Canada ont continué de grimper et ont atteint de nouveaux records trimestre après trimestre. Dans le troisième trimestre de 2005, les sociétés ont engrangé des bénéfices records de 55 milliards de dollars, en hausse de 2,9 % par rapport au deuxième trimestre et de 14 % par rapport au troisième trimestre de 2004¹.

Ces bénéfices records se situent principalement dans le secteur de l'énergie, pendant que les compagnies minières bénéficient également de prix plus élevés. Les détaillants et les grossistes ont aussi récolté des profits accrus l'an dernier grâce à l'essor des ventes. Les bénéfices du secteur manufacturier ont fléchi légèrement en 2005, mais devraient quand même s'élever à plus de 40 milliards de dollars pour l'année. Les banques et autres institutions financières ont aussi connu une

légère baisse de leurs profits au cours de la dernière année, mais ils sont toujours près des plus hauts niveaux historiques.

Les bénéfices des sociétés devraient dépasser les 200 milliards de dollars en 2005. On s'attend à ce qu'ils atteignent plus de 15 % du PIB total, le ratio le plus élevé en plus de 30 ans et bien au-dessus de leur moyenne historique de 10 %. Le ministère fédéral des Finances, les prévisionnistes du secteur privé et la Banque du Canada s'attendent maintenant à ce que la part des profits des sociétés du PIB et les revenus du capital (ou taux de profit) soient plus élevés en permanence, tandis que la rémunération du travail baissera.ⁱⁱ

Les bénéfices des entreprises publiques (EP) fédérales, provinciales et locales ne sont pas inclus dans les chiffres ci-dessus, mais ces sociétés ont aussi amassé de plus grands profits depuis quelques années. Les EP fédérales ont récolté des bénéfices après impôt de 6,3 milliards de dollars en 2004 et ce chiffre aurait été considérablement plus élevé si Énergie atomique du Canada n'avait pas radié les coûts du déclassement des installations nucléaires au cours de l'année.

Les EP provinciales et territoriales ont généré des bénéfices après impôts de 13,3 milliards de dollars en 2003, presque tous les profits provenant de loteries, de la vente de boissons alcoolisées et d'hydroélectricité. Les EP ont enregistré des bénéfices après impôts de 0,8 milliards de dollars en 2003, provenant en grande partie de l'hydroélectricité, des sociétés de gaz et des sociétés de téléphone. Les sociétés de transport en commun ont reçu des subventions de 1,8 milliards de dollars en 2003, ce qui leur a permis d'amasser un bénéfice combiné de 95 millions de dollars.ⁱⁱⁱ

Les bénéfices élevés des sociétés et les baisses d'impôts ont propulsé l'indice composé S&P/TSX de la bourse de Toronto à des sommets historiques au début de janvier. L'indice a fait un bond de 22 % en

2005, les actions de l'énergie grimpant de 60 % l'année dernière et celles des mines et métaux de 45 %. Les analystes du marché prédisent que le TSX fermera cette année de zéro à 17 % de plus qu'à son ouverture.

Les augmentations du cours de l'action et les récentes hausses de taux d'intérêt pourraient changer considérablement les choses pour l'évaluation des caisses de retraite. La diminution des taux d'intérêt à long terme et la baisse du marché des valeurs mobilières en 2000-2002 ont contribué à l'alarmisme au sujet de la viabilité des caisses de retraite à prestations déterminées. Mais la prospérité de la bourse et la hausse des taux d'intérêt anticipée devraient apaiser ces inquiétudes.

Perspectives du secteur de l'industrie

Les industries du Canada devraient maintenir des taux de croissance disparates, comme elles l'ont fait l'année dernière.

En *agriculture*, on prévoit qu'un ralentissement de la production des récoltes sera tempéré par une forte croissance de la production du bétail, après la réouverture de la frontière américaine à l'exportation du bétail canadien et le retrait des droits anti-dumping sur le porc canadien.

Dans le secteur *forestier*, la production devrait diminuer encore l'année prochaine, malgré une réduction des droits compensateurs américains sur le bois d'œuvre canadien. Le maintien du passage des médias papier aux médias électroniques et un ralentissement de la construction domiciliaire causeront quelques dommages à cette industrie.

Au chapitre de l'exploration *du gaz et du pétrole*, la production et particulièrement les services du pétrole et du gaz devraient voir une forte croissance cette année encore. Les *mines* ont profité de prix élevés et devraient enregistrer un essor plus prononcé cette année.

Plus de 55 000 nouveaux emplois sont venus s'ajouter au secteur de la *construction* au cours de la dernière année grâce à la croissance rapide de la construction de nouvelles maisons et des rénovations. Le rythme de la construction de nouvelles maisons ralentira sans doute cette année, mais ce recul sera compensé par l'expansion de la construction non-résidentielle (surtout dans l'industrie des pipelines d'hydrocarbures).

La croissance dans le secteur des *services publics d'électricité* devrait être modérée dans l'ensemble, mais elle sera influencée par les différentes conditions économiques régionales.

Quant au secteur *manufacturier*, il a connu des résultats mitigés au cours de la dernière année, avec une croissance continue du PIB, mais la perte de plus de 100 000 emplois. Ce secteur continuera de montrer des taux de croissance divergents et sans doute de subir d'autres pertes d'emploi. La production du secteur de l'auto et de l'industrie des produits forestiers sera probablement stable, ou connaîtra peut-être

	Croissance de l'emploi	Croissance prévue en % du PIB réel	
	Déc. 2004 - 2005	2005	2006
Toutes les industries	232 500	2,8	3,0
<i>Biens</i>	- 4 400	2,5	2,8
Primaire	37 900	2,2	2,8
Manufacturier	-100 400	2,8	3,2
Construction	56 600	3,1	2,7
Services publics	1 400	3,3	2,7
<i>Services</i>	236 900	3,1	3,2
Commerce	88 000	5,9	4,0
Transports	11 500	3,7	3,6
Finances, assurance et immobilier	20 500	2,6	2,7
Services professionnels	48 200	1,9	3,9
Services d'affaires et admin.	31 800	3,1	3,5
Hébergement et alimentation	-6 200	1,5	2,3
Éducation	89 100	2,6	2,5
Santé et assistance sociale	-26 100	2,0	2,5
Administration publique	-1 400	2,3	2,2
<i>Secteur public</i>	52 500	2,2	2,4
<i>Moyenne de consensus basée sur les prévisions de quatre prévisionnistes du secteur privé. Chiffres sur l'emploi - Enquête sur la population active.</i>			

un léger recul cette année, car les deux sont menacés par le dollar canadien élevé et la baisse de la demande aux États-Unis. Toutefois, les industries de l'aérospatiale, de l'équipement commercial et du matériel électronique profiteront sans doute d'une croissance solide cette année.

Dans le *commerce de gros et de détail*, 88 000 emplois se sont ajoutés au cours de la dernière année. La croissance du commerce de détail sera touchée par les dépenses de consommation globales, une tendance qui se modérera probablement plus tard pendant l'année, surtout pour les produits de luxe touchés par les taux d'intérêt. Le commerce de gros devrait s'apprécier avec les investissements commerciaux plus élevés et un secteur des ressources naturelles dynamique.

Les *services des transports* sont stimulés par un commerce international accru et une croissance économique générale. Ce secteur, en particulier le transport aérien, est vulnérable au prix élevé du carburant et aux facteurs qui influencent les voyages associés au tourisme.

Dans l'*industrie des finances, de l'assurance et de l'immobilier* il y aura un ralentissement de l'activité immobilière, mais une certaine croissance du côté des finances et de l'assurance.

Avec le peu de croissance du tourisme au cours de la dernière année, l'*industrie de l'hébergement et de l'alimentation* a souffert de pertes d'emplois et d'une croissance lente. La croissance pourrait reprendre quelque peu, mais elle restera inférieure à la normale et dépendra de facteurs associés au tourisme international.

Après une faible croissance depuis quelques années, les *services professionnels, d'entreprise, administratifs et de gestion des déchets* ont connu une hausse relativement forte l'année dernière, avec la vigueur de l'économie. L'emploi et la croissance économique dans ces industries sont fortement influencés par

l'impartition, la sous-traitance et la privatisation.

Globalement, l'emploi dans le secteur *de la santé et des services sociaux* a diminué au cours de la dernière année, mais ce recul reflète les pertes d'emplois pour les services sociaux, alors qu'ils ont augmenté dans les soins de santé. Les dépenses totales consacrées à la santé ont augmenté de plus de 7 % au cours de chacune des deux dernières années et, avec des engagements à long terme, elles continueront de croître à ce rythme chaque année. La hausse des dépenses et de la demande dans les services de santé devrait soutenir la croissance des emplois et de l'économie. Le financement accru pour les garderies pourrait aussi créer une croissance de l'emploi dans les services sociaux.

L'an dernier, 80 000 emplois se sont ajoutés dans les *services de l'enseignement*, presque toute la croissance de l'emploi se situant dans l'enseignement primaire et secondaire, surtout en Ontario et au Québec. La hausse des inscriptions et les dépenses accrues consacrées à l'enseignement postsecondaire devraient stimuler encore davantage l'emploi.

Après une perte de plus de 10 % au cours des années 90, l'emploi dans *l'administration publique* directe a augmenté d'environ 6 % de 2000 à 2004. Pendant cette période, l'emploi au gouvernement fédéral a augmenté de 9 % et il a grimpé de 7 % dans les gouvernements locaux. Quant aux gouvernements provinciaux, l'emploi n'a augmenté que de 2,6 % de 2000 à 2004.

Au cours de la dernière année, la croissance de l'emploi semble avoir été plus forte au niveau des gouvernements locaux, et elle a été plutôt limitée aux niveaux provincial et fédéral^{iv}. L'emploi et la croissance dans l'administration publique directe dépendront de la situation financière et de l'orientation politique des différents gouvernements.

Dans les universités et les collèges, l'emploi a grimpé de plus de 10 % de 2000 à 2004, mais la croissance semble avoir été limitée dans ce domaine au cours de la dernière année.

L'emploi dans les entreprises publiques des gouvernements locaux a augmenté de 10 % de 2000 à 2004 et la croissance s'est poursuivie à un rythme rapide encore l'an dernier. En même temps, l'emploi dans les entreprises publiques fédérales et provinciales a continué de reculer depuis 2000.

Perspectives régionales

La croissance économique provinciale en 2006 devrait suivre une tendance semblable à celle de l'an dernier : croissance continue et plus forte de l'économie et des emplois dans les provinces de l'ouest et riches en pétrole^v.

Terre-Neuve-et-Labrador a subi un ralentissement et des pertes d'emplois l'année dernière à cause d'une chute de la production de pétrole et de la fin de grands projets de construction. La croissance économique devrait reprendre cette année avec le lancement de la production à Voisey's Bay et du projet de pétrole produit

en mer de White Rose. Le gouvernement provincial profite de transferts fédéraux plus élevés et de droits d'exploitation du pétrole et d'une hausse des dépenses de 6 % dans le dernier budget.

L'économie de *l'Île-du-Prince-Édouard* a repris en 2005, grâce à plusieurs grands projets de construction, à une certaine amélioration du tourisme et à de meilleurs résultats en agriculture et en transformation des aliments. Toutefois, les restrictions budgétaires provinciales ont entraîné une diminution des emplois dans la fonction publique. L'emploi devrait croître plus lentement cette année à cause de la baisse de l'activité dans le secteur de la construction.

L'économie de la *Nouvelle-Écosse* a aussi profité de plusieurs importants projets de construction. Mais la croissance de l'emploi a été lente, à cause de la perte d'emplois dans les industries manufacturière et du tourisme. L'augmentation des dépenses provinciales et des transferts fédéraux a aidé à soutenir la croissance des emplois dans la santé, l'aide sociale et d'autres services. La croissance de l'économie et de l'emploi devrait être plus forte cette année.

La croissance de l'emploi et de l'économie

Perspectives provinciales

% croissance annuelle à moins d'indication contraire

	PIB réel		Emploi		Taux de chômage		Taux d'inflation	
	2005	2006	2005*	2006	2005*	2006	2005	2006
Canada	2,9	3,1	1,4	1,4	6,7	6,7	2,3	2,0
Terre-Neuve-et-Labrador	1,8	5,4	-0,3	1,1	15,2	15,0	2,6	1,9
Île-du-Prince-Édouard	2,1	2,0	1,6	1,0	10,9	11,0	3,1	2,1
Nouvelle-Écosse	2,2	2,6	0,4	1,1	8,4	8,3	2,8	2,1
Nouveau-Brunswick	2,4	2,5	0,1	0,9	9,7	9,6	2,4	2,0
Québec	2,4	2,5	1,0	1,2	8,2	8,1	2,3	1,8
Ontario	2,5	2,5	1,3	1,3	6,6	6,5	2,2	2,0
Manitoba	2,8	2,9	0,7	0,8	4,8	4,7	2,6	2,1
Saskatchewan	3,0	2,5	0,7	0,7	5,1	5,1	2,4	1,8
Alberta	4,5	5,2	1,6	2,0	3,9	3,7	2,0	2,3
Colombie-Britannique	3,7	3,9	3,4	2,4	5,8	5,5	2,0	2,3

* Réels; les autres chiffres sont basés sur un consensus des prévisions de quatre prévisionnistes du secteur privé

au *Nouveau-Brunswick* a été modeste en 2005, avec l'affaiblissement de l'industrie du papier et des produits du bois et une augmentation limitée des dépenses publiques. La hausse des transferts fédéraux et les nouveaux projets d'investissements (remise en état de Point Lepreau, construction du terminal de gaz liquide de Canaport et rénovation des usines de pâtes et papiers) devraient se traduire par une croissance des emplois et de l'économie cette année.

Le *Québec* a aussi subi un recul dans l'industrie de la forêt et des produits du bois, ainsi que dans le secteur de la fabrication. La construction résidentielle ralentit, mais la construction non résidentielle commence à reprendre. Les dépenses publiques provinciales ont à peine augmenté au cours de la dernière année, car le gouvernement a instauré des baisses d'impôt de un milliard de dollars. En conséquence, c'est dans les ventes au détail et dans le commerce que la croissance a été la plus forte au cours de la dernière année. L'emploi a aussi grimpé dans les secteurs de l'agriculture, de la construction et des services de l'enseignement. Pendant l'année qui vient, la croissance sera sans doute plus lente dans le secteur du commerce. Le projet de loi 142 du gouvernement Charest a imposé un gel salarial à un demi-million de travailleurs du secteur public jusqu'en avril 2006, suivi de hausses salariales de seulement 2 % par année jusqu'en 2010.

L'économie de l'*Ontario* a été un peu meilleure que prévu malgré la hausse du prix du pétrole, le dollar canadien élevé et la faiblesse de l'industrie de l'automobile. Le secteur de la fabrication de la province a perdu 45 000 emplois en 2005 et d'autres licenciements sont à prévoir chez Ford et GM au cours des prochaines années. L'industrie des produits forestiers a aussi été frappée, mais des programmes d'aide fédéraux et provinciaux ont été annoncés dernièrement. Malgré ces pertes, l'emploi a augmenté en général de plus de 75 000 en

2005, dont 53 000 emplois s'ajoutant dans les services de l'enseignement, 25 000 dans la construction, 24 000 dans les entreprises, la construction et d'autres services de soutien, et 20 000 en agriculture. Cette année, la construction domiciliaire fléchira sans doute. Il faudrait d'importants investissements pour remplacer la capacité en production d'énergie et dans le secteur municipal de l'eau, mais la majeure partie viendra plus tard, dans quelques années. Le secteur de la fabrication devra encore relever d'importants défis cette année. La province veut accroître ses dépenses de programmes de 6,4 % en 2005-2006, et de 3 % en 2006-2007^{vi}. Le secteur de l'éducation a été stimulé par l'embauchage de plus de 1 000 nouveaux enseignants en septembre et par une hausse importante du financement destiné à l'enseignement postsecondaire. Le projet de création des *Réseaux locaux d'intégration des services de santé* (RLISS) de la province entraîne des perturbations et de l'incertitude et pourrait ouvrir la voie à une montée de la corporatisation et de la prestation privée des soins de santé.

Au *Manitoba*, l'économie a connu une croissance relativement stable en 2005 avec une hausse modeste de l'emploi mais un recul du taux de chômage. Les emplois ont augmenté quelque peu dans la construction résidentielle et le commerce. L'industrie de l'hébergement et de l'alimentation a aussi bien performé, sans doute stimulée par une augmentation du nombre de congrès. L'agriculture devrait s'améliorer cette année avec l'élimination des droits américains sur les porcs et la fin de l'embargo sur le bétail canadien. La construction résidentielle ralentira probablement, mais la construction non résidentielle pourrait s'améliorer grâce aux projets d'hydroélectricité et d'autres. Les dépenses publiques du Manitoba devraient augmenter de 3,2 % en 2005-2006, avec un financement accru pour les municipalités, l'eau, le transport en commun et la santé.

La *Saskatchewan* a connu une solide croissance de l'emploi et de l'économie. L'économie enregistrera probablement une expansion de 3 % pour l'an dernier, mais la croissance semble s'être arrêtée avec des pertes d'emploi plus tard dans l'année. Les investissements ont diminué, surtout dans la construction résidentielle. Les secteurs de la fabrication, des mines de potasse et de la production de gaz ont augmenté, et l'agriculture a connu une année mitigée. Les cultures agricoles ont grimpé, mais la qualité et les prix ont chuté. Le secteur du bétail devrait s'améliorer cette année, bien que le sort des cultures agricoles dépende de facteurs météorologiques. Les grands investissements dans l'extraction de potasse et d'uranium devraient accroître la production dans ce domaine. La fermeture de l'usine de pâtes et papiers de Prince-Albert cette année entraînera la perte de 690 emplois directs. La province ne devrait accroître ses dépenses de programme que de 1,3 % en 2005-2006, mais des revenus de ressources plus élevés que prévu ont aidé à financer une augmentation de 11 % des dépenses. L'augmentation des dépenses a servi à atténuer l'augmentation du prix de l'énergie, à l'assurance agricole, à la santé, à la recherche et aux routes du nord^{vii}.

La croissance rapide de l'*Alberta* devrait se poursuivre cette année à un taux de près de 5 %, le taux de chômage étant inférieur à 4 %. Les mises en chantier, les livraisons manufacturières et les ventes au détail ont toutes connu des hausses se situant dans les deux chiffres. Mais l'économie survoltée entraîne des problèmes de pénurie de main-d'œuvre et un besoin d'investissement accru dans l'infrastructure. L'inflation est demeurée relativement faible, en partie grâce aux remises pour le gaz naturel accordées par le gouvernement. Le gouvernement provincial a prévu hausser les dépenses de programme de 6 % en 2005-2006, avec d'importantes augmentations destinées à l'éducation postsecondaire et à l'infrastructure. Le bulletin du 2^e trimestre (2nd Quarter Update)

Équilibres budgétaires

Millions de \$, après des transferts de comptes spéciaux basés sur les derniers états financiers

	2004-2005	2005-2006
Canada	1 630	4 600
Terre-Neuve-et-Labrador	-489	2
Île-du-Prince-Édouard	-40	22
Nouvelle-Écosse	165	70
Nouveau-Brunswick	242	99
Québec*	- 664	-
Ontario**	-1 555	- 2 369
Manitoba	406	3
Saskatchewan	383	135
Alberta***	5 175	5 894
Colombie-Britannique	2 575	1 635

* Le v.g. du Québec dit qu'il est de -2 100 \$ pour 2004-2005

** inclut une réserve de 1 milliard pour 2005-2006

*** revenus nets

a poussé ce chiffre à une augmentation de 12 % avec une hausse de l'aide en cas d'urgence et de désastre, de l'investissement dans l'infrastructure et des remises pour le gaz naturel.

La *Colombie-Britannique* a aussi profité d'une croissance stimulée par les ressources avec un essor du PIB estimé à environ 3,7% en 2005 et une forte hausse dans les secteurs de la construction, des transports, du commerce et des services de l'enseignement, malgré un certain ralentissement dans l'industrie des produits forestiers. Les dépenses publiques provinciales devraient grimper de 4 % à 7 % en 2005-2006, selon la part de l'allocation de 1 milliard de dollars destinée aux ententes de rémunération dans la fonction publique qui sera réellement dépensée au cours de l'exercice. Les conventions collectives d'environ 90 % des employés du secteur public de la province doivent être renouvelées au cours des six prochains

mois. La province a déclaré qu'elle consacrerait 5,7 milliards de dollars de plus aux augmentations de rémunération jusqu'en 2009-2010^{viii}. La facture de rémunération pour les fonctionnaires provinciaux s'élèvera à 17,2 milliards de dollars en 2005-2006. Les négociations commencent à peine, mais l'attitude de la province semble plus positive.

Situation financière

La situation financière de la plupart des gouvernements au Canada est saine, avec des surplus et des balances qui s'améliorent.

Compte tenu de la campagne électorale en cours, le sort de nombreux programmes de dépenses fédéraux, incluant les garderies et les transferts pour l'infrastructure municipale, est incertain. Pour en savoir plus sur les programmes des différents partis, cliquez sur <http://scfp.ca/2006election/>.

Emploi et main-d'œuvre

Le taux de chômage au Canada a augmenté légèrement pour se fixer à 6,5 % en décembre, en hausse par rapport à son niveau de 6,4 %, le plus bas en 30 ans, atteint en novembre. Le taux de chômage a fléchi pendant la majeure partie de l'année dernière, par rapport à un taux de 7 % en décembre 2004, et a atteint une moyenne de 6,7 % pour l'année.

Le nombre total d'emplois a augmenté de 233 000 (+1,4 %) au cours des 12 derniers mois, les emplois pratiquement à temps plein augmentant de 262 500 et le nombre d'emplois à temps partiel chutant de 30 000.

Le nombre d'emplois dans le secteur public a augmenté de 52 500 pendant que dans le secteur privé, il augmentait de 92 300. Des nouveaux emplois créés au cours de la dernière année, 88 000 étaient des emplois autonomes et le nombre de personnes occupant des emplois temporaires a augmenté de 65 000.

Le nombre de femmes occupant des emplois à temps plein a augmenté de 124 300 (+2,5 %) au cours des 12 derniers mois, pendant que le nombre d'emplois à temps partiel chutait de 50 800 (-3,6 %). Les emplois à temps plein chez les hommes ont augmenté de 102 100 (+1,5 %), pendant que les emplois à temps partiel augmentaient de 29 300 (+6,5 %).

Le secteur des services s'est accru de 236 900 emplois (+1,4 %) au cours de la dernière année, dont 89 100 (+8,4 %) emplois additionnels dans le secteur de l'enseignement, la plupart dans l'enseignement primaire et secondaire. Les emplois dans le secteur de la santé et de l'assistance sociale ont chuté de 26 100 par rapport à décembre 2004 à cause d'un déclin du nombre de personnes travaillant en assistance sociale et dans les établissements de soins infirmiers. Le nombre d'emplois dans les établissements de santé est plus élevé qu'il y a un an.

Au total, l'emploi dans le secteur s'est accru de 52 500 (+1,7 %). Les gains dans l'ensemble du secteur public ont été neutralisés par la perte de 1 400 emplois (-0,2 %) dans l'administration publique.

Dans le secteur de la construction, le nombre d'emplois a augmenté de 56 600 (+5,7 %) par rapport à ce qu'il était 12 mois auparavant. Le nombre de personnes travaillant dans le commerce de gros et de détail a continué de croître, pour un total de 88 000 (+3,5 %) emplois additionnels depuis décembre 2004.

La croissance des emplois dans l'industrie de l'information, de la culture et des loisirs a été de 15 600. Dans les services publics, la croissance a été lente au cours de la dernière année, seulement 1 400 nouveaux emplois s'ajoutant au cours de l'année.

C'est le secteur de la fabrication qui a subi le plus de pertes, avec 100 400 (-4,4%) emplois de moins que l'année dernière.

La croissance de l'emploi au cours des douze mois a été particulièrement forte en C.-B. (+79 700), en Alberta (+32 600), en

Ontario (+75 800) et au Québec (+51 400). Terre-Neuve-et-Labrador a perdu environ 4 900 emplois, tandis qu'en Saskatchewan l'emploi a reculé de 7 400. Le nombre d'emplois à l'Î.-P.-É., en Nouvelle-Écosse et au Manitoba à la fin de l'année dernière était comparable à celui de décembre 2004.

Malgré la forte croissance de l'emploi, il reste toujours plus de 1 million de chômeurs au Canada. À Terre-Neuve-et-Labrador et à l'Î.-P.-É., le taux de chômage se maintient au-dessus des 10 %. Le taux de chômage national chez les jeunes est de 11,8 % comparativement à 5,4 % pour les hommes adultes et à 5,5 % pour les femmes adultes.

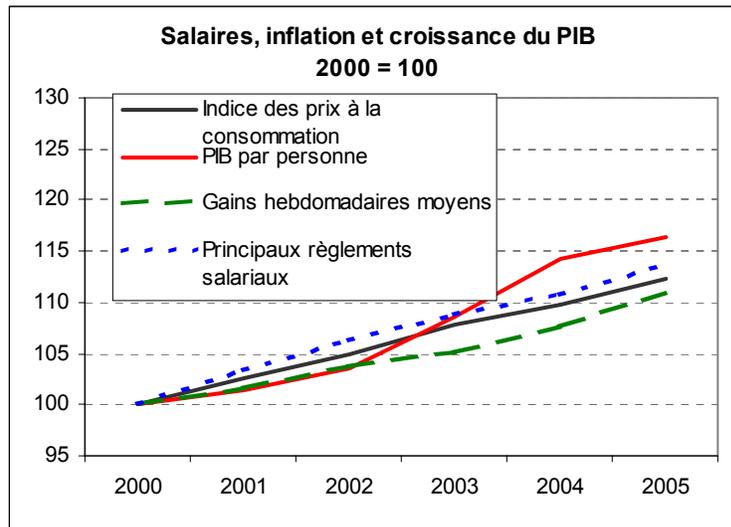
Taux de chômage par province décembre 2004 – décembre 2005 désaisonnalisé

	<i>Moyenne 2005</i>	Déc. 2004	Nov. 2005	Déc. 2005	<i>Comp. à déc. 2004</i>	<i>Comp. À nov. 2005</i>
Canada	6,7	7,0	6,4	6,5	-0,5	0,1
Terre-Neuve-et-Labrador	15,2	14,4	15,0	15,5	1,1	0,5
Île-du-Prince-Édouard	10,9	10,4	10,6	10,9	0,5	0,3
Nouvelle-Écosse	8,4	8,9	8,2	8,5	-0,4	0,3
Nouveau-Brunswick	9,7	9,4	9,5	9,6	0,2	0,1
Québec	8,2	8,6	8,0	8,2	-0,4	0,2
Ontario	6,6	6,8	6,1	6,2	-0,6	0,1
Manitoba	4,8	5,0	4,2	4,2	-0,8	0,0
Saskatchewan	5,1	5,3	5,2	5,3	0,0	0,1
Alberta	3,9	4,4	4,1	4,1	-0,3	0,0
Colombie-Britannique	5,8	6,2	4,9	5,1	-1,1	0,2

Source: Statistique Canada, Enquête sur la population active, décembre 2005 diffusé le 6 janvier 2006
<http://www.statcan.ca/english/Subjects/Labour/LFS/lfs-en.htm>

Croissance salariale

La croissance salariale réelle des quatre dernières années a été beaucoup plus faible que pour les périodes de croissance économique précédentes. Comme le tableau ci-joint le montre, les principaux règlements salariaux ont tout juste dépassé l'inflation, mais les gains hebdomadaires moyens ont traîné derrière l'inflation et la croissance du PIB par personne.



Moyenne des règlements salariaux des grandes négociations collectives par année et par trimestre

	2004	2005 au T3	2005 T1	2005 T2	2005 T3
Tous les secteurs	1,8	2,5	2,6	2,6	2,8
Secteur public	1,4	2,5	2,6	2,6	2,9
Secteur privé	2,2	2,5	2,4	2,6	2,7

Source: Ressources humaines et développement des compétences Canada, Grands règlements salariaux selon le trimestre, rajustement salarial en pourcentage, [dernière information en date du 10 janvier 2006], <http://www.hrsc.gc.ca/en/lp/wid/mws/index.shtml>

Les dirigeants d'entreprise ont fait preuve de peu de retenue et se sont octroyés des augmentations de leur rémunération dans les deux et parfois trois chiffres pendant plusieurs années. La rémunération totale des présidents et chefs de direction a plus que doublé en 2004, selon une étude du *Globe and Mail*^x. L'augmentation de la rémunération des chefs d'entreprise a surtout pris la forme d'options, dont le gain est imposé à la moitié du taux des salaires normaux.

Mais grâce au taux de chômage plus faible, aux bénéfices plus élevés et à la bonne situation financière du gouvernement, les travailleurs obtiennent maintenant d'importantes hausses salariales réelles.

Règlements salariaux en 2005

Les règlements salariaux des unités de négociation de plus de 500 travailleurs ont atteint en moyenne 2,5 % l'année dernière, jusqu'à la fin d'octobre 2005, les taux étant similaires pour les secteurs public et privé. Cette hausse est plus élevée que la moyenne de 1,8 % de 2004. La valeur des règlements salariaux s'est accrue au cours de l'année et s'est établie en moyenne à 2,8 % dans le troisième trimestre, le secteur public affichant une moyenne de 2,9 %.

Les rajustements de salaires dans le secteur public se sont rétablis jusqu'à une augmentation moyenne de 2,9 % au troisième trimestre de 2005, en hausse considérable par rapport à 2004 lorsque les réductions et les gels salariaux dans le secteur de la santé en C.-B. ont eu des répercussions significatives.

Les rajustements salariaux montrent des écarts importants d'une province à l'autre. Les rajustements sont plus élevés cette année à Terre-neuve-et-Labrador, au Manitoba, en

Saskatchewan et en C.-B., alors qu'ils sont plus faibles ou comparables à ceux de l'année dernière dans d'autres provinces.

La moyenne en C.-B. pour les trois premiers trimestres de cette année n'était que de 0,5 %, mais ce niveau ne tient compte que de conventions représentant 66 500 employés. Les rajustements salariaux se sont établis en moyenne à -1,6 % en C.-B. l'année dernière. Comme nous l'avons mentionné précédemment, le gouvernement de la C.-B. a annoncé dernièrement qu'il était prêt à consacrer la moitié de ses surplus prévus au cours des cinq prochaines années au financement de hausses de salaires pour les travailleurs du secteur public.

Les employés de l'administration publique ont obtenu des règlements salariaux moyens de 2,7 % au cours des neufs premiers mois de l'année dernière, pendant que les employés du secteur de l'éducation, de la santé et des services sociaux décrochaient des rajustements salariaux moyens de 2,4 %.

Moyenne des règlements salariaux par province 2004, janvier-octobre 2005

	T.-N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Multi-Prov.	Comp. féd.
2004	1,0	2,4	3,7	4,1	2,6	3,0	2,6	1,0	3,1	-1,6	2,8	1,6
2005 (janv.-oct.)	2,6	2,4	3,2	3,0	2,3	2,7	2,9	1,7	2,9	0,5	3,3	2,6

Source: Ressources humaines et développement des compétences Canada, rajustements salariaux annuels moyens, tableaux selon l'année [dernière information en date du 10 janvier 2006], http://www.hrsdc.gc.ca/en/lp/wid/aawa/quarterly_index.shtml

Moyenne des règlements salariaux par industrie Janvier – Octobre 2005

Industrie	Nb de conventions	Nb d'employés	Rajustement salarial en %
Primaires	5	4 260	2,0
Services publics	8	12 380	2,4
Construction	5	9 650	2,4
Fabrication	34	70 070	2,6
Commerce de gros et de détail	9	31 710	2,0
Transport	18	39 810	2,9
Information et culture	15	34 400	2,5
Finance et services profess.	8	12 770	2,3
Éducation, santé et services soc.	172	424 000	2,4
Loisirs et hôtellerie	5	2 830	2,4
Administration publique	54	243 130	2,7

Source : Ressources humaines et développement des compétences Canada, Grands règlements salariaux selon le trimestre, [dernière information en date du 10 janvier 2006]
http://www.hrsdc.gc.ca/en/lp/wid/mws/quarter/quarter_industry.shtml

Prévisions salariales dans le secteur privé

Chaque année, des firmes de ressources humaines et de consultation interrogent les employeurs sur leurs intentions en matière de hausses salariales et de régimes de rémunération des employés pour l'année qui vient. Ces sondages indiquent des augmentations salariales moyennes de 3 % à 3,5 % cette année. Les sondages ont presque tous été réalisés à l'été et pourraient être légèrement dépassés.

Le sondage de *Morneau Sobeco* a montré que les employeurs prévoient une augmentation moyenne de 3,2 %, les hausses se situant entre 2,6 % dans l'industrie de la fabrication des produits du papier et du bois, et 4,6 % dans l'industrie des mines, du pétrole et du gaz. Les augmentations dues aux promotions et les rajustements

spéciaux, offerts par 54 % des employeurs, devraient ajouter encore 1 % à la paie. Selon leur sondage, les trois enjeux principaux pour 2006 sont le coût des soins de santé, la gestion de l'invalidité et la conception des régimes d'avantages sociaux^x.

Le *Groupe Hay* a constaté que la hausse salariale moyenne pour tous les secteurs devrait s'établir à 3,3 %, avec une hausse moyenne de 3,1 % pour les employeurs de l'ensemble du secteur public. Les cadres devraient obtenir une augmentation supérieure à celle des employés moins bien payés. Le sondage a montré que les primes deviennent plus fréquentes, en particulier pour les cadres^{xi}.

L'étude menée par *Mercer Human Resources* indique des hausses de salaire moyennes de 3,4 % cette année, grâce à une économie plus solide. Le groupe a constaté que plus du quart des

employeurs ont l'intention d'embaucher d'autres employés et que très peu comptent instaurer des mesures de réduction des coûts. Leur sondage indique que les employés de la C.-B. et de l'Alberta peuvent s'attendre aux augmentations les plus élevées, à 3,5 %, comparativement à 3,4 % pour les employés du Manitoba, de la Saskatchewan et de la grande région de Vancouver, et à 3,3 % pour ceux de l'Ontario, du Québec et des Maritimes. Les hausses salariales dans le secteur du pétrole et du gaz devraient s'établir en moyenne à 4,6 % et, encore une fois, les cadres peuvent compter sur des augmentations plus élevées que celles que toucheront les employés de bureau et le personnel horaire.

Watson Wyatt signale que les employeurs comptent hausser les salaires de 3,3 % en 2006. Les hausses salariales devraient se situer entre 2,9 % dans l'industrie des services publics et des communications, et 3,6 % dans les secteurs des services professionnels et aux entreprises. Les

employeurs du secteur public prévoient accorder des hausses de 3 %^{xii}.

Quant à *Hewitt Associates*, la firme prévoit que les salaires augmenteront en moyenne de 3,4 % cette année. Les hausses devraient s'établir entre 2,8 % pour les travailleurs des entreprises de fabrication et 5,1 % pour les cadres de l'industrie du pétrole et du gaz. Des 349 sociétés interrogées, une seule compte geler les salaires cette année, en invoquant le fait que puisque les hausses de salaires tendent à être associées à l'IPC, on enregistre un léger mouvement à la hausse. « Les employeurs utilisent plutôt la paie variable dans le cadre de leur stratégie globale pour attirer et conserver les employés ... » Pour attirer et conserver les employés, les employeurs ont de plus en plus recours aux incitatifs, aux primes au rendement, aux primes de reconnaissance spéciale, aux primes à la signature et aux horaires de travail variables.

Quelques ententes conclues dernièrement - Octobre 2005

Employeur	Professions	Nombre d'employés	Augm. annuelle moyenne	Durée en mois	Date d'exp.
<u>Information et culture</u>					
Société Radio-Canada à l'échelle du Canada	Radiodiffusion et télévision	5 500	2,5	60,0	3 mars 2009
<u>Éducation, santé et services sociaux</u>					
Association des écoles publiques de la C.-B.; Fédération des enseignants de la C.-B	Enseignants de l'élémentaire et du secondaire	42 000	0,0	24,0	30 juin 2006
Conseils scolaires catholiques de langue française : divers en Ontario	Enseignants de l'élémentaire et du secondaire	2 910	3,1	24,0	31 août 2008
Association des foyers de soins du N.-B. (SCFP)	Services de santé et bureau	2 800	3,0	48,0	15 oct. 2008
Conseil scolaire de district de Peel Mississauga, Ontario	Enseignants occasionnels	700	2,6	48,0	31 août 2008
Association des organisations de santé de la Saskatchewan; Association des sciences de la santé de la Saskatchewan	Personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux	2 700	2,0	36,0	31 mars 2007
Soeurs de la Charité d'Ottawa (SCFP)	Services de santé et métiers	860	2,8	24,0	31 mars 2007
Conseil scolaire de district Upper Canada, Brockville, Ontario	Enseignants occasionnels	600	2,9	48,0	31 août 2008
<u>Administration publique</u>					
Ville de Gatineau	Cols blancs	680	1,8	72,0	31 déc. 2007
Ville de Laval	Loisirs	800	2,3	36,0	31 déc. 2007
Ville d'Ottawa (SCFP)	Loisirs	2 440	3,0	36,0	31 déc. 2006

Source: Ressources humaines et développement des compétences Canada, Les principales ententes conclues en octobre 2005. 10 janvier 2006], <http://www.hrsdc.gc.ca/en/lp/wid/mws/Listmonth.shtml>

-
- i Statistiques financières trimestrielles des entreprises.
<http://www.statcan.ca/Daily/English/051124/d051124a.htm>
- ii <http://www.statcan.ca/Daily/English/051124/d051124a.htm> EFU, page 32, 83. RBC Prévisions économiques Canada-É.-U. janvier 2006.
- iii Finances des entreprises publiques. <http://www.statcan.ca/Daily/English/051220/d051220d.htm>
- iv Des données plus détaillées pour l'emploi dans le secteur public proviennent d'une étude différente et ne sont pas compatibles avec celles de l'Enquête sur la population active.
<http://www40.statcan.ca/101/cst01/govt54a.htm>
- v Une bonne partie des données de cette section proviennent des *Perspectives provinciales* de la Banque de Montréal, des *Perspectives économiques régionales* de TD Economics' et des *Perspectives provinciales* du Conference Board du Canada, de même que données publiées par différentes provinces.
- vi Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario 2005.
<http://www.fin.gov.on.ca/english/economy/ecoutlook/statement05/>
- vii Saskatchewan Rapport semestriel 2005-2006 <http://www.gov.sk.ca/finance/>
- viii http://www2.news.gov.bc.ca/news_releases_2005-2009/2005FIN0023-001112.htm
- ix "Executive Compensation", *Globe and Mail* 4 mai 2005.
- x http://www.morneausobeco.ca/_private/getpdffile.asp?docId=753
- xi <http://www.haygroup.ca/pdf/2006%20Compensation%20Planning%20Bulletin.pdf>
- xii <http://www.watsonwyatt.com/canada-english/news/press.asp?ID=15120>

:nb/rks/sl/sepb 491

13 janvier 2006

S:\Research\WPTEXT\ECONOMY\Economic Climate\ECB NEB Jan06 FR1.doc